
Le discours journalistique dans la communication politique, un phénomène de remédiation dialogique¹

Fred Hailon

Université de Poitiers

Résumé

Dans cet article, nous cherchons à montrer comment les représentations et les discours politiques en circulation lors des élections présidentielles françaises de 2002 ont pu être retravaillés par les discours des journalistes. Les représentations politiques sont retravaillées dans le contexte des thèses sécuritaires en France et selon les orientations idéologiques des supports de presse. Le journaliste donne « son » sens à ce qu'il représente comme autre dans son discours et peut avoir en référence une manière de penser le monde, dans notre hypothèse l'idéologie du parti d'extrême droite, le Front national. L'étude des modes de représentation de l'autre dans le discours de presse et du travail de commentaires portés dans l'énonciation permet de rendre compte de la valeur de la circulation des dires entre supports. Les supports construisent par cet autre représenté à commenter leur image de discours argumenté en dialogue.

Mots clés : représentations sociales et politiques, énonciation de discours, commentaires méta-énonciatifs, discours journalistique, faits d'hétérogénéité, effets de sens, idéologie.

1. Introduction

Cet article porte sur l'emploi et sur la valeur de certains faits de langue en discours dans différents supports de la presse française. Il aborde la remédiation dans le rapport tripartite sujet(-locuteur)/société/idéologie. La remédiation, par une approche énonciative, traite de la mise en fonctionnement d'un objet social (la langue) par le sujet de discours dans le contexte des thèses sécuritaires en France. Il s'agit du locuteur-journaliste dans notre cas.

Le corpus se compose de quatre titres de la presse quotidienne française : *Présent*, *Le Figaro*, *Le Monde* et *La Nouvelle République du Centre-ouest* (NR). *Présent* est un journal d'extrême droite, il est proche du parti politique le Front National (FN). *Le Monde* est un journal dit de « centre-gauche ». *Le Figaro* est le support de la droite républicaine. *La NR* est un journal régional. Ce corpus est homogène temporellement (la campagne présidentielle de 2002 en France), thématiquement (l'insécurité) et discursivement (le discours journalistique). Il est

¹ Cet article a été rédigé sous la supervision de Catherine Rannoux, professeur des universités à Reims.

hétérogène quant à son lectorat (militants, hommes du monde socio-politique, décideurs, citoyens de droit commun)². Nous voulions à travers les supports *Présent* et *NR*, et ce qu'ils créent de dissemblances (supports nationaux/support régional, presse militante d'information/presses populaires d'information), une représentation plus large du champ journalistique que celle que nous trouvons généralement dans les études linguistiques. Cette « ouverture » aux genres journalistiques était propice pour nous aider à comprendre comment une idéologie telle que celle du FN pouvait circuler entre supports. Nous avons cherché à savoir ainsi à travers ce corpus comment l'idéologie du FN pouvait pénétrer de bout en bout chacun des supports, du plus proche politiquement avec *Présent* au plus éloigné *a priori* avec *La NR*.

Avant de devenir un sujet de campagne électorale, c'est-à-dire un sujet de politique générale, le thème de l'insécurité était défendu par le Front National. Dans le discours frontiste, l'immigration est la cause des problèmes de la société française. Ainsi, c'est de manière spécifique à chaque support de presse que le discours journalistique modalise des faits d'altérité pour leur donner sens dans le discours citant. Celui-ci se réalise en fonction de l'idéologie du support (Marnette 2004, p. 62) et peut avoir en surplomb une idéologie constituante, dans notre hypothèse celle du FN. Nous sommes dans l'allusion idéologique telle que Sophie Moirand l'a relevée (2004, p. 385). Nous définissons l'idéologie comme un système d'idées, comme un système de représentations et concevons qu'il puisse y avoir, à côté du « caractère relativement stable » de l'idée politique en tant qu'elle s'impose socialement et communément, un « aspect flexible, dynamique, changeant, contextualisé et subjectif » de cette idée (Van Dijk 2006, p. 56-57).

Aussi, pour cette étude, nous observerons comment le discours des sujets-locuteurs de presse fait travailler la valeur des altérités représentées. En nous appuyant sur le modèle de Jacqueline Authier-Revuz, nous analyserons des rapports de force des relations sociales qui sont autant de rapports langagiers (Bakhtine 1977, p. 39). Nous le ferons à travers la mise en fonctionnement de l'autre social dans l'énonciation individualisée prenant en compte les commentaires portés par le locuteur. Ces « jeux » et rapports de langage participent d'une réactualisation des représentations dans les discours. Nous en percevons la dynamique dans le contexte sécuritaire national et électoral, notamment avec la reformulation d'identités personnelles et nationales en entité sécuritaire, puis à travers le traitement d'un slogan de campagne en circulation : l'impunité zéro.

² Précisément, les protagonistes de la situation de communication sont tous des personnes du champ social français : hommes politiques, ministres, acteurs sociaux, citoyens, étrangers vivant en France... personnes physiques, hommes et femmes. Ce sont aussi des personnes morales : gouvernement, services publics, institutions sociales, corps de l'État (police, justice...). Les destinataires sont des lecteurs francophones, principalement français. Les lecteurs (ou destinataires) de *Présent*, qui tire à plus de 10 000 exemplaires par jour en moyenne, sont majoritairement des militants ou sympathisants d'extrême droite. Les lecteurs du *Figaro*, dont le tirage s'élève à 320 000 exemplaires par jour en moyenne, sont, pour le plus grand nombre, considérés « de droite », principalement des acteurs de la vie sociale, politique et culturelle, tandis que les lecteurs de *La Nouvelle République* (250 000 exemplaires par jour en moyenne) sont indifférenciés politiquement, ceci du fait du ton peu politique, souvent des comptes rendus de l'Agence française de presse, et du peu de place des pages politiques dans la pagination totale, de deux à trois pages sur une cinquantaine en moyenne. Les lecteurs du *Monde* avec 360 000 exemplaires par jour en moyenne sont aussi des hommes et des femmes du monde politique tout autant que du monde culturel et socio-économique. Ce journal du soir est la référence, bien qu'écornée ces dernières années, de la presse française.

2. La presse, un espace dialogique de réévaluation

2.1 Une méthode d'enquête basée sur les théories de la méta-énonciation

Le modèle de Jacqueline Authier-Revuz (1978, 1995, 2000, 2004) s'inscrit dans le dialogisme bakhtinien et l'interdiscours de Michel Pêcheux (1975), et dans la théorie lacanienne d'un sujet « effet de langage » : le sujet est construit par le langage qu'il énonce et qui l'énonce, mais aussi le langage restitue un certain ordre symbolique. Ce modèle nourri de ces perspectives théoriques repose sur le rapport entre une hétérogénéité montrée (HM) et une hétérogénéité constitutive (HC) hors de représentation. L'HC n'est accessible au sujet parlant qu'à partir de l'HM dans les discours, c'est-à-dire à partir de traces (guillemets, surlignage, italique, gras et crochets) ou d'indices d'un autre foncier. Les indices renvoient à l'allusion chez Authier-Revuz.

Dans ce modèle, les formes de discours rapporté (DR) sont considérées comme des HM. Elles font partie d'un plus grand ensemble que sont les représentations de discours autres (RDA) dans lequel on trouve le discours direct (DD), le discours indirect (DI), le discours direct libre (DDL), le discours indirect libre (DIL), les modalisations autonymiques (MA) interdiscursives (1995, 2004) et les modalisations autonymiques (MA) interdiscursives allusives (2000). Les MA allusives sont des emprunts non balisés et non guillemetés. Elles sont interprétables en fonction de la culture de l'allocutaire. Cette altérité est non délimitée lorsqu'il s'agit aussi de DI, de DDL, de DIL. Au contraire, la RDA circonscrit l'altérité dans le dire lorsqu'il s'agit de DD et de certaines MA. L'altérité y est segmentée, guillemetée.

Sur le plan théorique, la modalisation autonymique (MA) qui cumule usage et mention est le lieu où l'énonciateur tient compte de l'autre qui marque son langage, « autre » dans lequel on trouve l'autre interlocuteur, le langage des autres, l'autre mot pour la chose, l'autre mot sous le mot. Ces altérités (ou hétérogénéités) correspondent à quatre types de modalisations énonciatives : interlocutive, interdiscursive, des mots à eux-mêmes et du mot à la chose (Authier-Revuz 1995). Ici, nous distinguons les MA qui sont de nature dialogique (MA interlocutive et MA interdiscursive) de celles qui sont non-dialogiques (MA « mots-choses » de l'écart dans la nomination et MA de l'équivoque à travers les jeux de mots et de sens). Dans le cas des MA « mots-choses », se joue le non-un constitutif, irréductible du rapport entre la langue et le monde. Dans certains cas de MA balisées, mais sans glose, les valeurs de non-coïncidence peuvent se cumuler.

2.2 L'effcience de la réévaluation en discours

Précisément, notre perspective est de comprendre comment et à partir de quoi chaque support de presse « travaille » la valeur des altérités dans son discours. Dans notre cas, nous ne considérons pas l'altérité sous le seul angle d'un rapport de discours à discours, ce que pourrait être la relation interdiscursive d'un discours autre comme représenté ou rapporté. Ce rapport renvoie à la circulation discursive selon la définition de Laurence Rosier (2004, p. 65). Pour nous, ces faits qui peuvent être autre chose que des altérités discursives ouvrent sur l'ensemble des champs de non-coïncidence établis par J. Authier-Revuz (1995, 2004), notamment sur le champ de l'écart entre le mot et la chose, ce que nous avons précisé ci-dessus. L'énonciateur y fait dans ce cas un retour sur ses propres mots. La circulation des direx peut se réaliser à partir des marques de discours, de guillemets notamment, et non uniquement dans l'effacement énonciatif si l'on s'en tient à L. Rosier (2004). L'effacement énonciatif n'est pas selon nous la condition de la circulation des discours.

Nous considérons ainsi que c'est par le commentaire dans l'énonciation qu'il est possible de comprendre le sens des altérités en chaque discours ainsi que la réaction politico-sémantique en chacun d'eux. Dans notre corpus, ce commentaire est souvent absent – c'est le cas des modalisations autonymiques (MA), balisées, mais sans glose -, il est à restituer par le lecteur, dans la réception (Authier-Revuz 1995, p. 136). Nous sommes en présence de faits d'altérité pour lesquels le sens du message représenté est « re-joué » discursivement par le message citant. Il est réengagé pour ce que les locuteurs-journalistes ont à dire de ce qui circule par et dans leur discours. Les altérités y sont réévaluées par chaque commentaire de la circulation des représentations qui sont possiblement celles du FN. Nous parlons pour cela plus spécifiquement de remédiation. La remédiation dialogique impose de passer par l'autre – cet autre par lequel le sujet parlant cherche à donner « son » sens (Pêcheux 1975, p. 197) - pour faire valoir son point de vue « vrai » sur les choses.

À travers les faits d'altérité dans les discours, nous cherchons à rendre compte de la nature discursive du « déjà-dit » lorsqu'elle semble en premier lieu s'imposer. L'analyse des altérités s'effectue sur les bases du « déjà-dit » stéréotypique et des manières de dire d'une communauté d'énonciateurs (voir les développements analytiques ci-dessous). Sur ce point, il nous semble nécessaire de savoir précisément qui parle et pour quelle représentation du réel. Nous effectuons ce travail par l'interprétation des modalisations aglosiques. Ceci nous renverra aux effets de sens par rapport au « déjà-dit » des discours ainsi qu'à certaines attributions communes des supports. Ces attributions peuvent nous permettre d'établir un état des représentations dans l'adéquation ou l'inadéquation du mot à la réalité qu'il nomme (Authier-Revuz 1995, p. 510-517). Dans notre hypothèse, ces représentations peuvent renvoyer à celles du FN selon l'une ou l'autre des modalités, comme dire adéquat ou comme « pas assez » du dire. Nous observerons en cela des altérités éprouvées idéologiquement agissant comme support d'argumentation. Ces altérités peuvent être des vecteurs idéologiques à partir d'indices de dire autres dans les discours.

2.3 Des exemples de remédiation discursive sécuritaire

La mise en fonctionnement de l'énonciation, c'est-à-dire dans notre cas l'instanciation d'une représentation dans le contexte sécuritaire, permet une construction particulière de la réalité sociale par le discours. C'est à travers un positionnement spécifique pour ce qu'ils ont à dire des représentations autres que les locuteurs-journalistes réagissent et cherchent à réévaluer leurs dire. Citons par exemple deux extraits des articles du journal d'extrême droite *Présent* qui traitent de la délinquance et de désordre social :

(1) La délinquance des "jeunes" [surtitre]

Un symptôme des "dysfonctionnements de notre civilisation" ? Non : de leurs mœurs [titre] [*notre* est souligné dans la version originale du texte]

Notre société ne leur plaît pas ? Notre civilisation ne leur convient pas ? C'est bien dommage. Mais il va bien falloir qu'ils s'y fassent. En se pliant aux règles communautaires françaises s'ils sont de "nationalité française". Ou en dégageant vite fait bien fait s'ils sont étrangers ou s'ils ne veulent pas (ou plus) être français. [je souligne *nationalité française*] (*Présent*, samedi 23 février 2002),

(2) Les bandes ethniques souhaitent une "bonne année" à la France... [titre]

Un policier blessé à Strasbourg. Des voitures incendiées partout en France. Des

affrontements dans les zones de non-droit. Un état de guerre [sous-tire]
Des dizaines de jeunes "Français" embrigadés dans les réseaux islamistes. Une
poignée de terroristes (1) démasqués et arrêtés. / (1) Une poignée de démasqués
et combien de "dormants" qui n'attendent que d'être "réveillés" ? [je souligne]
(*Présent*, jeudi 3 janvier 2002).

En 1, « nationalité française » peut être une MA d'emprunt du « déjà-dit » (Authier-Revuz 1995, p. 481) : interprétativement, *ce qu'on dit communément « nationalité française »*. Elle peut être aussi une MA interdiscursive d'une « communauté d'énonciateurs » (Authier-Revuz 1995, p. 275) : interprétativement, « *nationalité française* », *comme ils (les « jeunes ») le prétendent*. « Nationalité française » peut être aussi interprétativement une MA mots-choses du défaut de la nomination du type *si on peut dire X'* (Authier-Revuz 1995, p. 632). Le mot *nationalité française* ne convient pas pour ceux, les « jeunes » (en titre), qui ne respectent pas les *règles communautaires françaises* (dans le texte). Une circulation des manières de dire s'établit à travers l'ambiguïté énonciative entre doxa et « jeunes », ces derniers pouvant alors sembler parler comme parle la doxa. Par cette circulation, le locuteur s'inscrit comme contradicteur. Les mots des « jeunes », à l'image de ceux de la doxa, ne suffisent pas à dire le réel. Pour le locuteur de *Présent*, la modalisation de « nationalité française » fait écho à une manière de dire autre qu'il récuse. Le passage par la désignation de l'autre que le locuteur auto commente dans son dire permet à celui-ci de refuser en les pointant les représentations existantes, ceci pour d'autres idéologiquement plus convenables, les siennes. Il permet au locuteur de « jouer » du sens de la désignation, ici par antithèse. « Nationalité française » ne peut pas convenir aux « jeunes » (entre guillemets) délinquants. Nous revenons sur « jeunes » ci-dessous.

En 2, le commentaire et l'auto-commentaire portés dans l'énonciation de « Français » conduisent aussi à un défaut de la nomination. Le locuteur se défie de ce qui reçoit une définition administrative, ces individus comme détenteurs d'une carte d'identité nationale qui semblent si peu « Français ». Le détournement identitaire et communautaire, c'est-à-dire par identification idéologique, s'effectue ici par la substitution d'une désignation pour une autre (« Français »/étrangers, terroristes), et d'une représentation pour une autre (identité/altérité nationale, homogénéité/hétérogénéité identitaire). Ce détournement a pour fin de créer une réalité partisane. Le déplacement identitaire et sécuritaire se fait par l'argument de rétorsion qui consiste à se placer sur le terrain discursif de l'adversaire pour mieux le combattre avec ses mots (Taguieff 1986, p. 97). Les mots se retournent ainsi contre celui qui est censé les employer et qui du coup s'en trouve dépossédé.

Par ailleurs, citons cet extrait du *Figaro* qui crée la polémique sur la nécessité et sur l'action du ministère de la ville du gouvernement socialiste de l'époque :

(3) À quoi sert le ministère de la ville ? [titre]
Mais les voyous sont rarement convaincus par de telles contritions, qu'ils prennent pour de la faiblesse. Le maire (PC) de Sevran (Seine-Saint-Denis) en témoigne : le week-end dernier, il a été agressé par des "jeunes" dont l'un venait de se plaindre à la mairie de ne plus bénéficier de séjours aux sports d'hiver organisés par la ville. [je souligne] (*Le Figaro*, jeudi 31 janvier 2002).

Nous observons ici la reprise anaphorique de *voyous* par « jeunes » (dans le corps du texte). Le locuteur du *Figaro* commente cette représentation et dialogue avec *Présent*, dans ce cas sous

couvert du jeu interne des discours. Ce commentaire et le dialogue entre corpus se font sur le mode de ces « jeunes » qui sont plus que les autres enclins à la délinquance pour un amalgame de l'insécurité (*voyou*) et de l'immigration (« *jeunes* »). Dans ce contexte, « jeunes » est euphémique. Il peut être traduit par d'autres termes plus adéquats, celui que les représentations du FN imposent : il s'agit d'immigrés délinquants. Selon Bruno Maurer qui a mis au jour la resémantisation de « jeunes », « les guillemets [de « jeunes »] sont l'indication d'une citation, de l'importation d'un terme dont l'origine est ailleurs, en d'autres discours, dans les discours des Autres » (Maurer 1998, p. 131). Cette euphémisation fonctionne par connivence, « comme une sorte de mot de passe, dans un espace discursif qui est celui du consensus, du *vous m'avez compris* » (Maurer 1998, p. 139). Les représentations radicales frontistes peuvent ainsi persister et circuler.

L'appui du discours du *Figaro* à un « déjà-dit » en circulation est aussi remarquable dans cet extrait de l'article des samedi 17 et dimanche 18 novembre 2001 :

(4) Sécurité Les réponses du gouvernement aux violences urbaines et scolaires [surtitre]
De la poudre aux yeux contre la délinquance [titre]
Après la mort accidentelle de quatre "jeunes" de la ville - déjà condamnés par la justice pour trois d'entre eux - qui tentaient d'échapper à un contrôle de police, des émeutes ont eu lieu : voitures incendiées, commissariat pris d'assaut. [je souligne].

Cet article fait écho à l'article du *Figaro* du lundi 15 octobre 2001 :

(5) Haute-Savoie La mort accidentelle de quatre jeunes à bord d'une voiture provoque l'attaque du commissariat [surtitre]
Scènes d'émeute à Thonon-les-Bains [titre] [je souligne].

En 5, *jeunes* est utilisé sans guillemets dans le segment *la mort accidentelle de quatre jeunes*, contrairement à l'extrait en 4 où « *jeunes* » est modalisé à propos des mêmes faits et des mêmes personnes pour parler *a priori* des mêmes choses.

En 5, l'article évoque un fait divers en Haute-Savoie à l'origine d'un soulèvement populaire. Dans cet article, le locuteur donne les noms des quatre jeunes personnes mortes accidentellement : Stéphane, Hocine, Abdel Ila et Saïda, et commente : (5) « Tous semblent avoir été tués sur le coup. On saura plus tard qu'ils résidaient dans la banlieue de Thonon et que l'un d'eux avait un passé judiciaire. »

L'article en 4 concerne le même fait divers. Il traite de la « *sécurité* » (en surtitre). Le fait divers initial illustre le propos sur la délinquance, d'où sans doute l'apparition de guillemets. À ce titre, par comparaison, en 4 le locuteur-scripteur spécifie que trois des quatre individus et non un (en 5) ont déjà été condamnés par la justice, ce qui semble justifier en cela l'étiquette de « jeunes » pour immigrés délinquants. Le stéréotype raciste du FN paraît ainsi s'imposer par le fait que ces « jeunes » ne sont pas n'importe quels jeunes dès lors qu'il s'agit d'insécurité. Le discours en 4 s'est rechargé sémantiquement par rapport à celui en 5. Il s'est rechargé dans l'interdiscours et dans le sens des représentations du FN, d'où un phénomène de réévaluation sociale. Ainsi, nous avons une réappropriation et une réinterprétation de la représentation de l'autre pour un autre point de vue

à défendre, comme ici à propos de la sécurité en 4. Celui-ci est idéologiquement réévalué. Il change de sens, touche et modifie l'identité sociale des personnes, l'entité de la jeunesse (*jeunes* en usage en 5) se modifiant en entité sécuritaire (« jeunes » en 4). La remédiation en 4 s'effectue selon les représentations sécuritaires en cours par rapport à une représentation constituante, celle du FN.

À travers la modalisation de « jeunes », les thèses frontistes deviennent l'évidence. Elles s'imposent aux locuteurs du *Figaro* qui les actualisent. Leurs valeurs sociales sont pertinentes pour la réalité nationale.

3. L'actualisation des représentations en circulation : le cas de « impunité zéro »

3.1 L'historique d'un slogan de campagne

Jacques Chirac s'est emparé publiquement du concept de tolérance zéro, lors de son intervention télévisée du 14 juillet 2001. Ce concept vise à réprimer tout manquement à l'ordre social. Il a été instauré à New-York à la fin des années 80 par l'ancien maire de la ville, Rudolph Giuliani. Il pose qu'on encourage des infractions beaucoup plus graves à la loi dès lors qu'on laisse les petits délits impunis.

Dans son intervention publique du 14 juillet 2001, Jacques Chirac déclare : « *Toute agression, tout délit doit être sanctionné* ». Le 19 février 2002, pour sa première sortie de campagne, le président-candidat réactualise l'idée d'une répression maximale en prônant l'impunité zéro, se détachant du même coup d'une partie de son attache lexicale américaine. Cette première déclaration se déroule à Garges-lès-Gonesse, dans la banlieue nord de Paris. Elle inscrira la campagne présidentielle dans l'insécurité : à New-York, la « tolérance zéro », en France, l'« impunité zéro ». Certains conseillers de Chirac jugèrent ce changement lexical « plus présentable ».

De son côté, Jean-Marie Le Pen, le leader de l'extrême droite française, s'est politiquement saisi du concept en provenance des États-Unis à la fin des années 90. Il continuera de parler de tolérance zéro notamment pendant la campagne présidentielle :

(6) Il faut une politique carcérale de construction urgente de prisons, pour accroître la capacité d'accueil des établissements pénitentiaires, et donc se donner les moyens de la tolérance zéro. [...]

Je m'engage, par une politique de fermeté et de volonté, fondée sur la tolérance zéro, à restaurer l'ordre et la loi et à organiser un référendum sur le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves.

(Discours de J.-M. Le Pen du dimanche 23 septembre 2001, 21^e Fête de Bleu-Blanc-Rouge, pages 12, ligne 33, sur www.frontnational.com).

3.2 La réévaluation dialogique de « impunité zéro »

Nous pouvons observer dans nos articles de presse, tout d'abord dans l'article de *Présent* du mercredi 20 février 2002, la circulation de ce slogan de campagne. Nous pouvons en comprendre la valeur en discours dans cet extrait :

(7) Les trucs de l'inspecteur gadget [surtitre]
Chirac sort de son chapeau un "plan d'ensemble contre l'insécurité" [titre]
On en tremble déjà dans les cités ethniques... [sous-titre]
Jacques Chirac en campagne endosse la panoplie du parfait petit sécuritaire. A
grands coups de déclarations fracassantes, de promesses d' "impunité zéro" et
de grand plan révolutionnaire contre l'insécurité. Les banlieues en frémissent
d'avance. [je souligne].

Le discours du locuteur de *Présent* évoque le discours de campagne du candidat Chirac. Le locuteur le fait en cherchant à porter atteinte à la parole chiraquienne : *trucs de l'inspecteur gadget* en surtitre. Il met ironiquement en scène le dire de Chirac en plaçant ce qu'il devrait hypothétiquement être, politiquement un *grand plan révolutionnaire contre l'insécurité*, face à ce qu'il semble réellement déclencher : tremblement et frémissement (*on en tremble...* en sous-titre). Il s'appuie sur la manière de dire de l'autre pour mieux le retourner et déconsidérer le programme politique du président-candidat : l'*impunité zéro* ne fait peur à personne surtout pas à ceux qui devraient se sentir concernés par de telles déclarations : « les banlieues comme cités ethniques. C'est la tolérance zéro qu'il faut, cette conception demande de prendre en compte l'insécurité et l'immigration (nous soulignons) ». Ainsi, le dire chiraquien est montré comme autre parce qu'il est propre à porter le commentaire du locuteur citant, c'est-à-dire ici le retournement polémique du support extrémiste (Honoré 1986, Taguieff 1986).

La déclaration de Chirac dans *Présent* a des équivalents dans *Le Monde* et dans *La NR*. Les articles sont datés du même jour :

(8) M. Chirac décrit une France gagnée par "la peur" et préconise la création d'un ministère de la sécurité [titre]
A Garges-lès-Gonesse, le président candidat a tracé, mardi 19 février, les axes de son programme de lutte contre "la montée de la violence" et prôné l'application du principe d' "impunité zéro" [chapeau introductif]
Affirmant : "*il n'y a pas de fatalité à l'insécurité et à la transgression de la loi*", M. Chirac a notamment préconisé l'application, en France, d'un principe d' "impunité zéro" qu'il a résumé en ces termes : "*Aucune infraction, aussi légère soit-elle, ne doit plus être laissée sans réponse*", suggérant "*une réponse adaptée, proportionnée à la faute, juste, mais certaine, immédiate et dissuasive*". [je souligne] (*Le Monde*, mercredi 20 février 2002),

(9) Sécurité : le plan Chirac [titre]
Jacques Chirac est entré en campagne sur le thème de la sécurité en présentant un plan "global" de lutte contre la délinquance, posant le principe de "l'impunité zéro" [chapeau introductif]
Ces mesures contribueront à atteindre "l'impunité zéro" afin qu' "*aucune infraction, si légère soit-elle*", ne soit laissée sans une réponse immédiate, dissuasive et proportionnée à la faute, a-t-il dit. [je souligne] (*La NR*, mercredi 20 février 2002).

Dans ces deux extraits, les locuteurs-journalistes rapportent le même discours. La circulation s'établit ici vraisemblablement à partir d'un communiqué de campagne. Ce rapport du discours de campagne au discours de presse se fait sur le même mode de la reformulation-traduction avec monstration de discours autre. On trouve ainsi la modalisation de « impunité zéro » dans le

chapeau introductif des deux articles. Le dire de Chirac y est introduit par *le principe de* en usage dans le texte. *Principe de* a remplacé *promesses de* dans *Présent* ci-dessus. Le discours change selon le point de vue à défendre.

Dans *La NR* et *Le Monde*, contrairement à *Présent*, le mot autre (*impunité zéro*) semble adapté à la réalité qu'il nomme, la *montée de la violence*, la lutte contre la délinquance. Ces cas correspondent à une circulation des représentations sécuritaires. En n'explicitant pas leur désaccord avec la façon de nommer de l'autre comme le fait *Présent* avec *promesses* par exemple, mais en la répercutant ainsi par transcription, les journalistes semblent actualiser les représentations sécuritaires. Cependant dans *Le Monde*, l'enregistrement de la représentation chiraquienne dans le « ça va de soi » du discours est mis en balance avec la modalisation de « *la peur* » (dans le titre). Le journaliste met ainsi à distance dans son énonciation cette façon de dire du président Chirac. Nous notons aussi dans ce sens les modalisations de « *montée de la violence* » dans le chapeau introductif, de (*une France*) « *menacée* », de « *montée de l'insécurité* » et de « *vaincre la peur* » dans le corps du texte, au début de l'article : interprétativement, « *menacée* », « *montée de l'insécurité* »..., *c'est lui qui le dit*. Le journaliste ne peut laisser dire Chirac sans que cela vienne « heurter » son discours. Nous constatons par contraste que dans le titre en 8 le segment *préconise la création d'un ministère de la sécurité* n'est pas modalisé, contrairement à « *la peur* ». Dans ce cas précis, l'allusion aux mots de Chirac ne porte pas à conséquence. Nous retrouvons ce même phénomène plus loin dans le texte avec : (8) « C'est dans cet esprit que devraient, selon le président-candidat, être élaborées "deux grandes lois de programmation", respectivement consacrées aux "*forces de sécurité*" et à la justice. [je souligne] »

« *Forces de sécurité* » est montré comme autre alors que *justice* ne l'est pas. On pouvait parler avant de *forces de l'ordre* ou de *forces de police*, ces expressions existaient jusqu'alors de manière transparente dans la communication. La monstration du dire de l'autre correspond ici à une nouvelle lexicologie, qui elle-même renvoie à un renouveau politique. L'expression *forces de sécurité* semble marquer un tournant idéologique et renvoie à la manière de dire sécuritaire actuelle. À titre de comparaison, dans l'article du *Figaro* du mardi 19 février 2002, en 11, le journaliste ne montre aucun signe de réaction. Il rapporte le dire chiraquien sans pointer d'« étrangetés » : « Sécurité : le plan de Chirac (titre) / le parlement serait saisi très rapidement - dans les deux mois - de deux lois de programmation sur cinq ans, l'une pour les forces de sécurité, l'autre pour la justice (dans le texte) ». *Deux lois de programmation* et *forces de sécurité* sont en usage, tout comme *justice*. La sensibilité énonciative et politique du journaliste n'est pas affectée. Nous avons une possible ambivalence entre des mots allusifs et des mots pris en charge par le discours du locuteur-journaliste, les deux modalités de dire semblant se confondre. La valeur du dire chiraquien dans le support de droite s'impose comme acquise. Elle n'est pas « retravaillée » par l'énonciation citant et paraît convenir au journaliste. Il n'y a pas ici de phénomènes de réévaluation. Nous ne sommes pas dans un processus de remédiation.

Dans *La NR*, en 9, le journaliste montre aussi des signes de rejet des représentations sécuritaires chiraquiennes. Cet article est un catalogue des propositions du candidat-président. Le journaliste y évoque en contre-point la réplique du ministre de l'Intérieur de l'époque Daniel Vaillant : (9) « Sans attendre, le ministre de l'intérieur Daniel Vaillant a répliqué au président-candidat, lui

reprochant d'avoir "*utilisé la méthode du copié-collé*" pour faire des propositions directement inspirées, selon lui, des mesures appliquées par le gouvernement. »

Ici, « *utilisé la méthode du copié-collé* » vient critiquer et argumenter du manque d'originalité du programme chiraquien. L'altérité paraît porteuse des intentions critiques du locuteur. Elle en porte la valeur. Là aussi, l'argumentation se réalise par l'autre dans l'énonciation du discours du journaliste. L'aspect dialogique des guillemets y a plutôt pour fonction de mettre en relief le segment emprunté, contrairement à ce que nous avons observé en 8 ci-dessus pour *Le Monde* où il s'agit de tenir à distance le dire chiraquien.

Ces articles de *Présent*, du *Monde* et de *La NR* ont, comme pendant, dans *Le Figaro*, ces passages :

(10) Présidentielle Le chef de l'État doit aujourd'hui annoncer plusieurs mesures fortes qu'il entend mettre très rapidement en œuvre s'il est réélu [surtitre]

Chirac décrète la mobilisation générale contre l'insécurité [titre]

Le volet répressif du programme chiraquien se résume en une expression que certains au PS, utilisent aussi mais avec mille précautions de langage : "l'impunité zéro". [je souligne] (*Le Figaro*, mardi 19 février 2002) ;

(11) Le président-candidat doit annoncer aujourd'hui les mesures qu'il prendrait s'il était réélu [surtitre]

Sécurité : le plan de Chirac [titre]

Le président candidat est favorable à une répression accrue, il prône "l'impunité zéro" – une expression que le PS emploie avec la plus grande prudence - tout en mettant l'accent sur la prévention. [je souligne] (*Le Figaro*, mardi 19 février 2002).

Tout d'abord, soulignons que ces articles du *Figaro* en 10 et en 11 sont datés du mardi 19 février, date à laquelle s'est tenue l'intervention du candidat Chirac. Les articles des autres supports sont datés du 20. Par rapport au *Monde* précédemment, en 8, le journaliste du *Figaro* ne porte pas de réserves aux propositions chiraquiennes. Il en « assoit » l'efficacité et la pertinence. Il s'agit pour le support de droite de présenter les mesures fortes de Chirac, et non plus de douter de la réalité politiquement véhiculée et instaurée (« *la peur* » pour *Le Monde*). De même, en 10, le dire du président-candidat (« l'impunité zéro ») peut avoir pour commentaire un dire qui met en scène un contradicteur : *une expression que certains au PS utilisent aussi mais avec mille précautions de langage* (en 10) ; *une expression que le PS emploie avec la plus grande prudence* (en 11). Ainsi, il y a la mise en évidence par le discours journalistique d'une circulation sans que la source apparaisse de manière explicite, mais qui est propre à être elle-même commentée dans l'énonciation. Il y aurait une circulation des représentations sécuritaires que le locuteur présente aussi comme celles du PS, le détour par le PS semblant à la fois légitimer Chirac et discréditer le parti socialiste. Pour le locuteur du *Figaro*, la représentation sécuritaire de « impunité zéro » renvoie à la répression (*répression accrue* dans le texte) et à la prévention, ce qui pour lui semble faire défaut au parti de gauche (le PS). Nous avons en 10 et en 11 – comme dans *Présent* en 7 ci-dessus - l'opposition duelle, partisane où l'altérité représentée vient discréditer la représentation politique de l'autre, par ailleurs adversaire politique.

4. Pour conclure

L'observation et l'interprétation des modalisations autonymiques du corpus dont les représentations de discours autres permettent de comprendre comment l'idéologie définit les frontières et construit les « territoires » discursifs. La représentation de l'autre dans les discours se fait selon l'idée qu'a le locuteur-journaliste de ce qui circule par et dans son discours. Le discours des locuteurs-journalistes fait travailler la valeur des altérités représentées. Il leur donne idéologiquement sens en les « re-signifiant ». Le sens des mots est réengagé discursivement. Les commentaires dans l'énonciation donnent au discours une image de discours argumenté, ceux-ci pouvant procéder de la réticence des représentations chiraquiennes en circulation dans le cas du *Monde* par exemple en 8 et de *La NR* en 9, mais ils peuvent aussi aller dans le sens des représentations sécuritaires en visant le PS (*Le Figaro* en 10 et 11). Ces représentations peuvent être frontistes avec *Présent* en 1, 2, 3 et 7 et *Le Figaro* possiblement en 4. Mais aussi l'absence de commentaire peut être signifiante. L'autre, le point de vue autre, la réalité autre peut être naturalisée, prise en charge par les discours et participer ainsi de l'évidence politique (en 11 avec *forces de sécurité*).

La répétition des dires d'un locuteur à un autre, pointe, en chacun des supports, cet autre commun par lequel la réévaluation peut opérer et s'inscrire, et pour lequel les manières de le dire peuvent se ressembler, se rassembler, mais aussi à travers lequel les opinions peuvent différer et s'exprimer. Cette répétition permet aux différentes sensibilités politiques de se réaliser en argumentant par l'autre son point de vue sur les choses. L'objet énonciatif modalisé est en phase de circulation et/ou de réactualisation, de remédiation. Il est recontextualisé et ainsi à même de porter sa réévaluation pour des effets sur le vrai ou le faux des représentations discursivement engagées. Le rapport de représentations que le locuteur fait « jouer » dans son dire existe dans l'opposition des désignations du mot pour son monde à défendre. Ici, les altérités désignatives et implicites dans les discours posent la mise en présence et en opposition de forces idéologiques.

5. Bibliographie

- AMOSSY, Ruth. (2008). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, Coll. « Coursus », 275 p.
- ARENDE, Hannah. (1995). *Qu'est-ce que la politique?*, Paris, Seuil, Coll. « Points/Essais », 216 p.
- AUTHIER-REVUZ, Jacqueline. (2004). « La représentation du discours autre : un champ multiplement hétérogène », *Le discours rapporté dans tous ses états*, sous la direction de Laurence Rosier, Sophie Marnette et Juan-Manuel Lopez Munoz, Paris, L'Harmattan, p. 35-53.
- AUTHIER-REVUZ, Jacqueline. (2000). « Deux mots pour une chose : trajets de non-coïncidence », *Répétition, altération reformulation*, Annales littéraires de l'université de Besançon, Presses universitaires Franc-Comtoises, p. 37-61.
- Authier-Revuz, Jacqueline. (1995). *Ces mots qui ne vont pas de soi (Boucles réflexives et non-coïncidences du dire)*, Paris, Larousse, Coll. « Sciences du langage », 869 p.
- AUTHIER, Jacqueline. (1978). « Les formes du discours rapportées », *DRLAV*, n° 17, p. 1-78.
- BAKTINE, Mikhail. (1977) *Le marxisme et la philosophie du langage. Essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris, Minuit, Coll. « Sens commun », 235 p.
- BONNAFOUS, Simone et Pierre FIALA. (1986) « Marques et fonctions du texte de l'autre dans la presse de droite et d'extrême droite (1973-1982) », *Mots*, n° 12, Lyon, p. 43-63.
- HAILON, Fred. (2009). « Sens autre(s) de faits d'altérité dans la presse », *Mémoires de la société Néophilologique d'Helsinki*, sous la direction d'Eva Havu, n° LXXVIII, p. 277-287.
- HAILON, Fred. (2010) « Resémantisation de faits d'altérité des corpus de presse français », *Actes du colloque de l'AFLS « les voix du français : usages et représentations »*, sous la direction de Michaël Abecassis, Peter Lang, Oxford, p. 321-332.
- HAILON, Fred. (2010). « Effet de politisation du texte journalistique », *Actes du colloque « Le texte : modèles, méthodes, perspectives »*, sous la direction de Florea Ligia Stela, volume « Directions actuelles en linguistique du texte », section 4 « Types de texte et genres de discours », Casa Cartii de Stiinta, Cluj, (à paraître).
- HONORE, Jean-Pierre. (1989). « La "hiérarchie" des sentiments. Description et mise en scène du Français et de l'immigré dans le discours du Front national », *Mots*, n° 12, p. 129-157.
- MARNETTE, Sophie. (2004). « L'effacement énonciatif dans la presse contemporaine », *Langages*, n° 156, p. 51-64.
- MAURER, Bruno. (1998). « Qui sont les "jeunes"? L'utilisation du dialogisme dans Présent », *L'autre en discours*, sous la direction de Paul Siblot, Montpellier, p. 127-141.
- MOIRAND, Sophie. (2008). *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF, Coll. « Linguistique nouvelle », 180 p.
- MOIRAND, Sophie. (2004). « La circulation interdiscursive comme lieu de construction de domaines de mémoire sur les médias », *Le discours rapporté dans tous ses états*, sous la direction de Laurence Rosier, Sophie Marnette et Juan-Manuel Lopez Munoz, L'Harmattan, Paris, p. 373-385.
- MUHLMANN, Géraldine. (2004). *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot, Coll. « Critique de la politique », 446 p.
- PECHEUX, Michel. (1975). *Les vérités de La Palice*, Paris, Maspéro, Coll. « Théorie », 279 p.
- ROSIER, Laurence. (2004). « La circulation des discours à la lumière de l'effacement énonciatif : l'exemple du discours puriste sur la langue », *Langages*, n° 156, p. 65-78.
- TAGUIEFF, Pierre-André. (1986). « L'identité nationale saisie par les logiques de racisation. Aspects, figures et problèmes du racisme différentialiste », *Mots*, n° 12, p. 91-128.
- VAN DIJK, Teun. (2006). « Politique, idéologie et discours », *Semen*, n° 21, sur semen.revues.org/document1970.html, p. 1-24.